

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure.

- Additional comments /
Commentaires supplémentaires:

Pagination continue.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire

- Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées.

LES VEILLES

DU

PÈRE BONSENS.

VOL. I.

DE TOUT UN PEU

No. 8.

Les Veilles du Père Bonsens se vendent 3 sous par livraison. Les personnes de la campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourront adresser à l'éditeur propriétaire, N. Aubin à Bécot, Comté de Verchères ou au No. 34, Rue St. Gabriel Montréal, une somme quelconque en argent ou en estampilles, et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant ait été épuisé. L'en voi équivaldra à un reçu. Toutes lettres, questions, suggestions, etc; destinées à l'éditeur, devront être adressées comme dessus.

La raison les offense; ils se mettent en tête que tout est né pour eux, quadrupèdes et gens.

Si quelqu'un dessert les dents, C'est un sot. V'en conviens; mais que faut-il donc faire? Parler de loin, ou bien se taire.

Le bon homme LA PONTAINE.

Quatrième Entretien.

(Suite.)

Où le père Bonsens dit franchement ce qu'il pense du droit que se sont arrogés certains individus de changer le nom, les institutions, les limites de notre pays sans que personne ait jamais songé à les charger de cette besogne.—Où mam zelle Jacqueline fait mettre à mort une bonne servante pour éloigner un fleau.—Où le père Bonsens donne là-dessus son opinion.—Où l'on voit comment deux villages cherchent une mine et comment ceux qui la trouvent ne suivent pas les vieilles idées.

Flagellant.—La loi est là qui punit de mort le crime de; haute trahison, par conséquent ils eussent mérité leur sort et l'on n'aurait rien à dire.

Bonsens.—Admettons cela. Maintenant que direz-vous des représentants qui ont été élus pour quatre ans pour faire fonctionner la constitution telle qu'elle est; qui ont fait un serment solennel de la faire respecter, d'y obéir eux-mêmes et qui, avant la fin des quatre ans, prennent sur eux de détruire cette constitution; de nous unir avec des peuples qui nous sont naturellement hostiles, qui hypothèquent nos terres, nos biens, le sang

de nos enfants et le notre sans en avoir eu la moindre autorisation, sans même nous avoir consultés? Que direz-vous des membres du conseil législatif qu'on a élus pour huit ans, et qui avant l'expiration de leurs huit années, passent une loi pour se nommer conseillers à vie se donnant de leur chef une rente de cent cinquante à trois cents louis par année pour le reste de leurs jours sans avoir à jamais rendre compte de la manière dont ils auront agi pour gagner cet argent; qui refusent aussi de consulter le peuple sur des changements aussi graves, sur des changements qui peuvent ruiner à jamais son avenir? Ces gens-là ne pourraient-ils pas par hasard être regardés comme coupables de haute trahison? Je ne voudrais pas pour cela qu'ils fussent pendus; mais ils devraient ce me semble au moins être suspendus.

Flagellant.—C'est bien différent! Le peuple n'est pas en état de discuter de pareilles questions; il n'a pas assez de raison pour cela.

Bonsens.—Mais, mon ami, si le peuple est déclaré par ses représentants dénué de raison, alors leur élection devrait être déclarée nulle. Les aliénés, les dissipateurs ou les idiots n'ont pas le droit de se choisir des tuteurs.

Quenoche.—Là! vous avez qu'à voir! Voilà notre maître Flagellant enfourché! Et ça se croit plus fin que les autres parceque ça emploie des mots à trente-six pattes!

Pétrus.—Une supposition; supposons je suppose que j'aurais une terre que je ne pourrais administrer. J'emploierais pour cela un notaire et au lieu de la faire valoir selon nos conventions il la vendrait à grand marché et sans m'avoir consulté; à un étranger, à condition qu'il serait son gérant pour le restant

de ses jours, je ne serais pas content hein ?

Jérémie.—Ni moi non plus diantre. Et même je crois que j'irais faire un beau train dans la boutique à paperasses de ce notaire-là.

Jean-Claude.—Moi je crois que j'irais faire le train chez le notaire avant qu'il ait parachevé sa vente. Ce serait plus utile que de le faire après. Je lui chaufferais assez les oreilles !

Bonsens.—Calmez-vous, mes amis, il ne s'agit pas de cela. Ayez seulement du sang froid. Si vous vous y prenez d'avance et si vous vous entendez pour bien faire connaître que vous n'êtes pas décidés à vous voir ravir ce bien qu'on vous vantait tant, eh ! bien ! peut-être que le notaire hésitera.

Flagellant.—Tout cela est bel et bien. Supposons un instant que le peuple doive être consulté ; mais êtes-vous pour la confédération ou contre, monsieur Bonsens ?

François.—Oui, voilà ce que j'ai hâte de connaître.

Jean-Claude.—Je commence à croire que ça ne plait guère au bonhomme.

Androche.—Qui sait ça ? Il ne nous en a encore rien dit.

Quenoche.—Moi je m'attends à voir renfourcher encore le maître inspecteur qui m'a traité d'ignorant et de globe.

Bonsens.—Voyons d'abord, monsieur Flagellant, vous convenez que, si le peuple voulait changer sa constitution par les seuls moyens à sa portée tant qu'il aurait un gouvernement opposé à cette mesure, on déclarerait le peuple coupable de haute trahison et on le pendrait. Vous convenez de plus je pense que l'on n'agit pas d'une manière bien loyale en voulant changer la constitution qui nous régit sans consulter le peuple et généralement même contre son opinion bien prononcée. Maintenant vous avouerez bien, je pense que les représentants qui ont prétendu en acceptant le plan de confédération, qu'il était inutile de consulter le peuple, n'auraient certainement pas été élus si, lorsqu'ils se sont présentés à lui, ils avaient tenu à son égard le langage qu'ils ont tenu plus tard. Je vous demande de me dire franchement comment les électeurs accueilleraient un candidat nouvellement élu qui les remercierait en ces termes : « Je vous remercie beaucoup de l'honneur que vous venez de me faire en me confiant

vos mandats, bande d'innocents que vous êtes. » Et pourtant voilà en réalité comment agissent ceux qui prétendent qu'il ne faut pas consulter le peuple sur un changement de constitution qui peut lui enlever sa langue, mettre en danger ses lois, ses institutions les plus chères et lui ravir jusqu'à son nom ; le lier sur un pied d'infériorité à des gens qu'il ne connaît pas, avec lesquels il n'a jamais eu d'affaires et qui ne paraissent pas avoir de rôle plus clair à jouer que celui de donner une majorité bien décidée à ceux qu'on a toujours représentés comme ses ennemis ou au moins comme ses adversaires naturels ?

Flagellant.—Eh ! bien, pour avoir la paix, je consens à dire qu'il pourrait se faire que, si le peuple eût voulu renverser la constitution, on l'eût un peu pendu peut-être et pour vous plaire davantage je dirai qu'il est possible que les représentants ont eu tort de ne pas déclarer, en conseillant la confédération, qu'avant de la voter définitivement il serait nécessaire de faire approuver ou rejeter le projet par une élection générale ou au moins un appel au peuple sur ce sujet exclusivement.

Bonsens.—Vous pouvez d'autant mieux faire cet aveu, monsieur l'inspecteur qu'on en a agi ainsi dans toutes les autres provinces qui pourtant risquaient moins que nous.

Pétrus.—Comment ! Les gens de la Nouvelle Ecosse, du Nouveau Brunswick, de Terre-neuve ont eu l'occasion de dire s'ils voulaient la confédération ! Et on veut nous l'imposer sans que nous ayions un mot à dire ?

Bonsens.—Mais tu peux voir cela comme moi. Dans la session de notre parlement où l'on adopta le projet de constitution on commença par déclarer que ce projet devait être adopté tel qu'il est sans y rien changer, puis le ministère fit passer une résolution pour fermer la porte à ceux qui proposeraient quelque amélioration et enfin on fit passer une autre résolution pour demander à l'Angleterre de ne pas écouter les représentations qui pourraient être faites mais d'imposer au pays la nouvelle constitution sans que le peuple fût consulté.

Quenoche.—Mais vous avez qu'à voir ! C'est donc des traitres que ces représentants puisqu'ils veulent changer la constitution sans que le peuple du pays le demande !

Androche.—Va-t-on leur faire leur procès et les pendre ?

Bonsens.—Mes amis, il serait bon je pense, de leur faire leur procès, mais à la manière dont un peuple libre et intelligent sait faire ces choses-là. Les électeurs de chaque paroisse, de chaque comté devraient se réunir, inviter des hommes instruits à venir discuter avec les représentants la conduite qu'ils ont tenue au sujet de cette confédération et décider si le peuple en veut, oui ou non, et enfin, si l'on n'approuve pas cette mesure prier les députés qui l'ont demandée de rester chez eux. Tenez, mes amis, aux Etats-Unis où le peuple prend fort à cœur ce que ses représentants font en son nom, où tout le monde s'informe, lit, écoute, il n'est pas d'exemple qu'un représentant élu par un parti sur une question d'intérêt général ait passé dans le camp ennemi. Pourquoi nos hommes changent-ils sans façon, sans honte de politique, pour l'appât d'une place d'un contrat avantageux pour eux-mêmes ou pour des parents ? C'est parce que l'on n'a pas fait le procès populaire de ceux qui ont commencé ce méprisable jeu-là. Aussi les emplois publics sont-ils remplis d'anciens représentants traités à leurs amis, servant ainsi d'appât aux autres, tandis que ceux qui sont demeurés fidèles ont été accablés de déboires et n'ont pas long-tems conservé leur mandat.

Flagellant.—Mais enfin, monsieur Bonsens, vous ne nous dites pas si vous êtes pour ou contre la confédération. Vous parlez bien de la manière dont on l'a approuvée, mais vous ne nous dites rien de ce qu'elle a selon vous de reprehensible ou de dangereux.

Bonsens.—D'abord le mot confédération veut dire l'union de plusieurs et cela suppose une union ou un accord volontaire fait du consentement de toutes les parties après en avoir bien pesé toutes les conditions. Or le projet de confédération a été discuté, préparé, adopté en secret par des gens qui n'avaient pas été nommés pour cela et dont la plupart au contraire avaient toujours été élus spécialement pour empêcher cette chose-là. Vous vous souvenez que toutes les élections se sont faites dans le Bas-Canada sur la promesse d'empêcher de changer la proportion des représentants entre les deux Canadas. Or la confédération donne au Haut-Canada un

plus grand nombre de représentants qu'à nous. Les gazettes et les députés du parti du gouvernement cherchent à tourner les raisonnements de manière à vous faire croire qu'il n'en est pas ainsi, mais offrez aux gens du Haut-Canada d'accepter la confédération si on nous donne un nombre de représentants égal au leur et vous verriez bientôt qu'ils n'en voudraient plus.

Pétrus.—Alors c'est bien clair que la confédération est tout simplement un tour pour nous mettre dans la minorité et nous mener au bout du bâton.

Flagellant.—On ne peut pas se cacher qu'il y a bien là-dessous quelque chose de fort suspect. Mais, voyez-vous, monsieur Bonsens, nous sommes en minorité et il faut bien souffrir ce qu'on ne peut pas empêcher. Nos ministres ont vu cela et ils ont pensé qu'il valait mieux nous courber à tems que d'être écrasés.

Jérémie.—Je ne comprends guère tout ça, mais monsieur Flagellant pourrait bien avoir raison. Il vaut quelquefois mieux céder de bonne grâce que par la force.

Androche.—Oui si l'on ne pouvait pas faire autrement. Mais ne pouvait-on pas faire autrement, dites-nous donc ça père Bonsens.

Bonsens.—Il est certaines choses qu'il n'est peut-être pas bon de dire tout haut, mais comme nous sommes entre nous, et que vous n'irez pas répéter ce que je vous dis à tout le monde, je vais vous parler sans cachette. Vous savez que quand on n'est pas le plus fort, il est bon de tâcher d'être le plus fin, sans pourtant être malhonnête. Dans tous les cas quand on croit avoir le bon droit de son côté, on ne court pas grand risque à se montrer le plus ferme. Or nous sommes, il est vrai, en moins grand nombre que ceux qui, venus après nous sur ce continent voudraient nous faire la loi. Mais nous occupons une position bien avantageuse dont, si nous avions été un peu plus fins, nous aurions pu tirer un bon parti. Nous possédons la terre des deux côtés du Saint-Laurent, et nous séparons de la mer les gens du Haut-Canada qui veulent prendre la haute main dans nos affaires. Nous avons pour voisins des gens qui aimeraient beaucoup à vivre en bonne intelligence avec nous, et qui ne nous laisseraient pas maltraiter si nous avions l'air de sympathiser avec

eux au lieu de nous déclarer sans néces-
sité et sans raison leurs adversaires, et
leurs détracteurs. Mais au lieu de nous
montrer les plus adroits et les plus fer-
mes, nous nous sommes déclarés les plus
faibles, les plus mous et les plus bêtes,
disons le mot. Nous avons pour nous
les traités anciens, nous avons pour nous
la constitution actuelle, et nous aban-
donnons tous ces droits qui ne vau-
draient peut-être pas grand chose si nous
étions seuls, mais qui nous protégeraient
certainement en cas de besoin, si nous
les invoquions pour conserver, pour aug-
menter nos libertés au lieu d'être les
premiers à en faire bon marché, et à
nous déclarer prêts à les troquer pour
une confédération et une monarchie
dont nous ne serions jamais que les la-
quais en livrée, tandis que les honneurs
et les profits en iraient tout droit à nos
traîtres, et à la race qui se croit bien
sincèrement supérieure.

Flagellani. — Comment! monsieur Bon-
sens, vous que je croyais loyal, vous im-
plorerez l'aide, l'appui des américains
contre l'Angleterre notre mère patrie!
Je n'aurais jamais cru cela de vous!

Bonsens. — Monsieur l'inspecteur, je
suis tout aussi loyal que qui que ce soit,
mais la loyauté comme toute autre obli-
gation exige de la réciprocité. Si l'An-
gleterre respecte nos droits, si nos co-
sujets respectent les conditions auxquel-
les on nous a rennis à eux, je suis prêt
à marcher avec eux en toute sincérité,
mais s'ils veulent rompre le pacte sans
que nous leur ayons jamais donné des
raisons de le faire, alors la loyauté n'est
plus qu'une déception, un leurre, un
beau mot pour attrapper les simples.
Quand les turcs se sont vus menacés
par les russes, ils se sont adressés à ceux
qu'ils appelaient auparavant des chiens
de chrétiens, et les chiens de chrétiens,
c'est-à-dire les anglais, les français, les
italiens se sont allés battre en Crimée
pour maintenir l'indépendance de ces
turcs qui pourtant n'en valent guère la
peine.

Quénoche. — Vous avez qu'à voir! Il me
semble en effet que si on ne disait pas
tant de mal des américains on se mon-
trerait un peu moins dindes. Car enfin
ils nous achètent nos produits, ils nous
donnent de l'ouvrage quand on n'en
trouve pas par ici. Je ne vois pas pour
mon compte pourquoi on se ferait mou-
rir pour des gens qui nous ont pris de

force, et qui ne nous garderont pas du
moment qu'ils croiront que nous ne pou-
vons plus leur être de service.

Flagellani. — Mais encore une fois, mon-
sieur Bonsens, quelle objection avez-
vous à la confédération?

Jacqueline. — Entrant. — A la fin je me
suis décidée, et je l'ai fait tuer la pauvre
malheureuse. Ça me coûtait, mais enfin
l'intérêt des rois passe avant ceux des
princes, le monde avant les bêtes.

Jean-Claude. — Comment! vous avez tué
la confédération?

Jacqueline. — Eh! non, c'est ma belle
poule blanche.

Quénoche. — Vous avez qu'à voir! Pas
celle que je vous ai donnée au moins,
maniz'elle Jacqueline, et que j'avais
achetée à l'exhibition du comté, une pou-
le rare rachèvee?

Jacqueline. — Justement, c'est celle-là.
Elle chantait le cog!

Quénoche. — Ah! si elle chantait le cog,
c'est une autre affaire, mais ça me fait
tout de même bien de la peine.

Jacqueline. — Et à moi donc! J'ai bien
patiente pendant trois jours pensant
qu'elle s'arrêterait, mais comme elle
continuait ça devenait inquiétant, car
vous savez que ça porte malchance, aus-
si je l'ai fait tuer ce soir. Je n'en aurais
pas dormi de la nuit sans cela.

Bonsens. — Voilà au moins un signe
qui est vrai.

Androché. — Oh! oui j'en suis bien cer-
tain. Il n'y a rien de plus sûr qu'une
poule qui chante le cog, ça porte mal-
chance, et les anciens savaient bien cela.

Bonsens. — Il est sûr toujours que ça a
porté malchance à la poule.

Jacqueline. — Oh! toi tu ris de tout ça,
tu ne crois pas à des choses que l'on a
pourtant connues de tout tems, mais tu
en seras bien puni, va.

Bonsens. — Tiens, ma sœur je crois que
tu aurais pu garder ta jolie poule blan-
che sans t'occuper de son cri, car je
pense bien que si la providence voulait
nous punir ou nous éprouver par un
malheur elle ne se servirait pas d'une
volaille pour nous en avertir.

Flagellani. — En effet il pourrait bien
n'y avoir dans tout cela que de la super-
stition, néanmoins il y a dans le monde
tant de choses incompréhensibles que je
ne voudrais rien décider. C'est trop
grave. Mais pour en revenir à la confé-
dération, monsieur Bonsens, quelle ob-
jection pouvez-vous y voir?

Bonsens.—L'objection que j'ai à reculer au lieu d'avancer. Sous la constitution actuelle nous avons une voix égale dans toutes nos affaires. Nous pouvons si nous le voulons contrôler nos finances, régler nos postes, nos douanes, nos terres, notre émigration, nos travaux publics, notre éducation, notre milice comme nous l'entendons; mais sous le système nouveau qu'on nous propose nous abandonnons tout cela à une majorité bien déterminée qui sur presque tous les points ne pense pas comme nous. Enfin sans aucune nécessité nous avons abandonné jusqu'au droit de nommer nos propres juges. Or cela peut avoir de bien graves conséquences puisque le ministère de la confédération, dont la grande majorité sera d'origine anglaise, à penchants anglais par conséquent, pourra nommer des juges adorateurs du droit anglais et qui par conséquent décideront toutes les contestations dans un esprit contraire à nos vœux. Mais il sera trop tard alors même pour nous.

Flagellant.—Mais vous oubliez que nous aurons une législature locale où nous aurons la majorité et où nous pourrions mener les choses comme nous l'entendrons.

Bonsens.—C'est vrai, mais malheureusement il ne nous restera rien à mener; car on ne nous a pas même donné le contrôle de nos écoles comme on la fait pour le Haut-Canada. Ainsi un habitant du Bas-Canada qui ira demeurer dans l'autre partie de la province ne trouvera peut-être pas des écoles publiques pour ses enfants; cela dépendra de la fantaisie d'un tas de fanatiques, tandis qu'un homme du Haut-Canada ou d'Angleterre qui viendra s'établir parmi nous y trouvera pour sa famille la protection de la constitution. Qu'aura notre législature à faire quand tout ce qui regarde les postes, les finances, les douanes, les travaux publics, la milice et l'administration de la justice, sera entre les mains du parlement fédéral ou nous ferons une bien petite figure, et où peut-être on nous permettra pendant quelque tems de parler français devant des gens qui ne sauront pas un mot de notre langue.

Pétrus.—Cette confédération-là m'a tout l'air d'une trappe à renard où l'on a pris un gros troupeau de moutons. Mais ce qui me passe c'est qu'on ait pu comme ça nous jeter de la poudre aux yeux avec un piège aussi simple que celui

qu'on nous a tendu. Il faut donc que nous soyons un vrai tas de nigauds pour avaler tout ça sans mot dire.

Quenoche.—Des huchés, quoi!

Jérémie.—Et puis, je suppose que toutes ces mécaniques-là de grands parlements pour le grand pays et de petits parlements pour le petit pays vont coûter encore plus cher. On va nous faire payer sans doute d'autres taxes sur des choses auxquelles on n'avait pas encore pensé, parcequ'enfin ce ne sont pas ni les gouverneurs ni les officiers qui paieront ces nouveaux frais-là. Si je peux vendre ma terre, moi, l'on ne me verra pas long-tems par ici.

Jean-Claude.—Mais dites-moi donc, père Bonsens, comment nous avons pu nous laisser attrapper aussi bêtement que cela. Nos grands-pères qui étaient plus faibles ont bien tenu tête aux bastonnais; nos pères après eux, ont bien tenu leur bout contre les anglais et les écossais. Comment se fait-il que nous qui avons eu plus d'écoles, plus d'expérience, qui avons pourtant des jeunes gens de talent, on nous mène ainsi par le nez? J'aimerais bien à comprendre ce secret-là.

Bonsens.—Mon brave Claude, il n'y a que ceux qui veulent fermer les yeux qui ne le voient pas ce secret de notre faiblesse. C'est tout simplement parceque nous sommes divisés. On dirait que nous avons un talent tout particulier pour cela. On ne sait rien faire, parmi nous sans que de suite une cabale vienne y mettre la zizanie, et faire avorter la chose ou du moins en diminuer le succès. Nous ne savons pas même profiter des leçons que les autres nous donnent. Ainsi chaque nationalité en Canada célèbre sa fête et tous les hommes qui lui appartiennent savent se réunir pour cela, et y oublier les sujets de division qu'ils peuvent avoir ailleurs. Ainsi par exemple nous avons pu voir à Montréal les écossais protestants, catholiques, libéraux et conservateurs s'assembler en un grand banquet avec leurs femmes, leurs mères et leurs sœurs et fêter leur ancienne patrie, en cultivant les souvenirs de leurs poètes, de leurs musiciens, de leurs guerriers. Nous voyons encore les Irlandais, qui pourtant ne sont pas des modèles de douceur et d'union, s'associer sans distinction de partis politiques ou de croyance, pour construire un édifice consacré aux objets scien-

tifiques, charitables ou littéraires qui peuvent se rapporter à leur nationalité. Nous, canadiens, au contraire, nous ne savons pas comprendre que nous pouvons être frères, amis, unis contre des adversaires communs et ne pas penser sur tous les sujets d'une manière uniforme. Nous avons formé des sociétés St. Jean-Baptiste dans les grandes villes dont l'objet était de réunir en une grande association tous ceux qui pensent qu'il est bon dans l'intérêt commun de pouvoir se connaître et se compter au besoin.

Flagellant.—C'était certainement une belle idée que celle d'une immense fraternité sous l'égide protectrice du grand saint qui fut le précurseur de tous les autres. Mais j'entrevois à la mise à exécution bien des difficultés, des obstacles, des empêchements, des répugnances, des préjugés, des objections, des contrariétés, des différences....

Bonsens.—Oui, mais la bonne volonté, et le véritable patriotisme viendraient facilement à bout de tout cela. La politique et d'autres sujets de division sont venus se mettre de la partie et la société des qu'elle n'a plus pu réunir tous les canadiens a perdu toute sa signification. On s'est mis à décider que tous ceux qui ne reconnaissent pas comme infail- lible tel ou tel chef politique n'étaient pas les bons canadiens, on a entrepris de se déclarer seuls bons canadiens et de ce qui eût pu être une grande et im- posante association nationale dont les ramifications se fussent étendues partout où plusieurs enfants de notre pays eus- sent pu se donner la main, on l'a rapet- tissée au point d'en faire une simple so- ciété d'admiration mutuelle pour quel- ques individus. A nous voir agir ainsi l'on serait tenté de croire que nous nous trouvons trop forts. Et ce n'est pas à pro- pos de nationalité seulement que nous nous conduisons de la sorte, nous pou- sons cet art de la division jusque dans les associations formées pour suivre les progrès des connaissances humaines. On pourrait croire, à nous voir diviser ainsi à propos de tout, qu'il y a dans la science comme dans la politique des rétrogrades et des progressifs; que les uns peuvent chercher une vérité rouge, et les autres une vérité bleue. Et toutes ces divisions nous reculent comme nationaux, comme politiques, comme hommes intelligents.

Quenoché.—Vous avez qu'à voir. C'est

bien massacrant toujours d'être ainsi continuellement à couteaux tirés. Mais qui sont donc ceux qui mettent ainsi la gribouille parmi les Canadiens?

Bonsens.—Ce sont sans doute ceux qui ont intérêt à nous diviser pour mieux nous exploiter: les rusés politiques qui veulent vivre de notre travail; les avo- cats qui pensent qu'on arrivera plus vite aux places de juges en passant par la chambre qu'à pratiquer laborieusement la profession; les petits grands hommes qui pensent obtenir de plus grandes ré- compenses en servant les vues de l'Angle- terre qu'en nous défendant, les marchands qui, plus liés d'affaires avec ce pays-là qu'avec d'autres veulent arranger celles du pays de manière à favoriser leurs entreprises même au détriment de l'in- térêt général; ceux qui voudraient multiplier les places publiques bien payées et où il n'est besoin ni de travail, ni d'é- tudes en organisant une armée perma- nente pour combattre nos voisins qui aimeraient mieux probablement être nos amis que nos ennemis.

Androche.—Je vois bien qu'il y a quel- que chose dans ce que vous dites, mon- sieur Bonsens, mais je ne comprends pas cela bien clairement; voulez-vous s'il vous plaît m'expliquer ça par quelque semblant comme qui dirait une compa- raison d'une affaire pareille mais qui ne serait pas la même chose. Enfin, vous savez ce que je veux dire.

Jean-Claude.—Oui c'est comme ça aus- si que j'aime à comprendre nos affaires, quand on ne parle pas en termes.

Bonsens.—Je crois savoir ce que vous voulez dire. Je m'en vais essayer de vous satisfaire. Vous savez qu'il y a, pas loin de Montréal, une montagne qu'on appelle la montagne de Belœil, montagne fort belle et très curieuse, qui a un lac sur un de ses plateaux élevés et du sommet de laquelle on jouit d'un des plus beaux spectacles du pays.

Pétrus.—Ah! oui, là où nous avons planté une belle croix de tempérance que bien des gens ont oubliée long-tems avant que les orages l'aient renversée.

Bonsens.—Justement, et c'est ce qui montre que la vilaine passion de l'ivro- gnerie fait le même effet que les tempêtes qui détruisent les plus belles et les meilleures choses. Enfin pour en réve- nir à ma comparaison, je vais supposer que sous cette montagne il y a une mine de fer.

Jérémie.—J'aimerais mieux une mine d'or, moi.

Bonsens.—Tu aurais tort, mon ami, les mines de fer font plus de bien à un pays que celles d'or ou d'argent parce que le fer demande plus de travail et est plus nécessaire au travail et que c'est le travail qui fait à la longue la force et la richesse d'un pays. Voyez le Pérou, le Mexique où l'or et l'argent abondent. La paresse, l'ignorance et les crimes de toutes espèces y règnent en maîtres. L'Angleterre, elle, n'a pas de mines d'or; elle a du fer en abondance aussi ses vaisseaux et son empire font le tour du monde.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir! Je n'avais pas pensé à cela et pour ma part quand je voyage ou que je creuse la terre je cherche toujours si je ne vois pas quelque petit brin d'or; mais je n'aurais jamais pensé à regarder un morceau de mine de fer. Mais continuez donc, monsieur Bonsens.

Bonsens.—Je suppose donc qu'il y a une mine de fer sous la montagne de Belœil et que les habitants d'un côté de la montagne se disent tout d'un coup qu'il serait très avantageux pour eux de la découvrir et de l'exploiter, ce qui leur donnerait de l'ouvrage à eux et à leurs enfants pendant bien des générations. Ils se réunissent et décident qu'ils vont se mettre à l'œuvre. Au moment de commencer viennent des individus qui n'ont pas grande envie de travailler durement de leurs mains et qui s'occupent fort peu qu'on trouve ou non la mine si'ils peuvent trouver les moyens de se faire nourrir et vêtir par les autres. Ils disent aux habitants: écoutez, si vous allez comme ça tous ensemble travailler à tort et à travers vous n'avancerez à rien, vous avez besoin de quelqu'un pour vous conduire. Nous sommes ici douze cousins qui en connaissons plus long que tous vous autres. L'un est sorcier et il sait exactement où est le trésor sans avoir jamais rien appris. Tout ce qu'il demande c'est d'être nourri, vêtu, logé, convenablement payé et d'avoir une petite part de la mine quand on l'aura découverte. Un autre cousin est très-entendu dans la chicane et si vous avez des querelles entre vous il décidera qui a tort. Tout ce qu'il demande c'est d'être bien payé pour ce service. Un autre sait bien compter et tenir les chiffres; il pourra vous dire à une minute près com-

bien de tems vous aurez travaillé, combien la mine vous aura coûté de journées d'hommes. Un autre à l'ouïe fine, la vue perçante, mais il n'aime pas le travail; pourtant comme il est notre cousin il faut bien aussi l'employer, on va le mettre en sentinelle sur un rocher afin de guetter s'il ne vient pas quelqu'un qui pourrait avoir envie aussi de la mine et vous déranger; mais comme un homme ne peut pas toujours veiller et toujours guetter on va lui adjoindre son frère qui a à peu près les mêmes goûts et les mêmes dispositions et qui pourra prendre son tour dans cette utile besogne. Mais comme ces deux sentinelles pourraient bien s'endormir ou ne pas savoir quand leur tour est venu de veiller, alors on va leur donner un autre cousin pour les diriger, les commander et les punir si par hasard ils négligeaient leur devoir. On leur donnera des armes pour combattre en cas d'attaque, mais il sera bien entendu qu'ils ne devront pas s'en servir contre ceux qu'ils doivent défendre et protéger et qui à leur tour les paieront, les nourriront et les habilleront en rouge afin qu'on les distingue bien de ceux qui doivent travailler.

Pétrus.—Voilà bien des complications pour chercher une mine.

Bonsens.—Ce n'est pas tout. Il y a encore un cousin, le plus gros de la famille. Or comme celui-là n'est capable de rien par lui-même on le met à la tête de tout. Rien ne peut se faire sans son consentement, sans son approbation ni sans son ordre. Celui-là on ne peut l'ôter de sa place quand même on n'en serait pas content; car on croit que c'est le meilleur moyen d'avoir la paix et la tranquillité, aussi on lui donne un salaire qui suffirait pour faire vivre tout le village. Enfin on va se mettre à l'ouvrage et commencer à creuser, lorsque tout d'un coup un jeune habitant qui avait miné ailleurs s'écrie: mais, bande de fous, par où commencez-vous à creuser? Vous écoutez votre sorcier qui veut faire durer l'ouvrage long-tems; vous commencez en zig zag et en vous éloignant de la montagne; tenez, moi j'ai une boussole qui montre à coup sûr où est la mine; si vous me suivez nous allons couper au plus court. Là-dessus le sorcier se fâche; on se dispute, on se dit des gros mots; le sorcier prétend que la science qui a découvert la boussole n'est rien en comparaison de sa magie

et de sa baguette. Alors on se divise : les uns prennent parti pour la baguette, les autres pour la boussole ; les guetteurs se mettent du côté qui paraît le plus fort, on a des longues discussions qui n'aboutissent à rien qu'à échauffer les esprits, à brouiller des gens qui avaient été bons amis jusqu'alors. Pendant ce tems-là on paie les douze cousins comme si l'ouvrage avançait beaucoup, et tout le monde passe les journées en querelles, à dire et à entendre des injures. Tandis que les habitants qui les premiers avaient eu l'idée de chercher cette mine perdent ainsi leur tems, leur argent et leurs forces, d'autres qui demeurent de l'autre côté de la montagne ont eu vent de la chose et, sans barguigner ou hésiter, sans chercher une famille de cousins de race supérieure pour les conduire, décident de se mettre à l'ouvrage. Cependant comme ces gens-là qui, comme vous voyez, avaient beaucoup de bons sens, savaient qu'on ne fait rien sans système, ils décident qu'il leur fallait un chef pour les conduire, pour les représenter si des difficultés s'élevaient avec d'autres propriétaires, enfin pour simplifier la tâche en ayant quelqu'un chargé de penser d'avance pour ceux qui travailleraient. Ils choisirent pour cela celui d'entr'eux qui leur parut le plus intelligent, sans s'occuper de savoir s'il avait des aïeux dont les parchemins dataient de plusieurs siècles. Car ces hommes bien intentionnés et sans détour savaient bien dans leur simple sagesse que Dieu ne donne pas des talents et des vertus héréditaires, ce qu'il eût sans doute fait s'il eût voulu que le droit de gouverner demeurât dans des familles privilégiées. Ils choisirent donc leur chef pour un tems déterminé se réservant le droit de le nommer de nouveau s'ils étaient contents de lui ou d'en choisir un autre si cela leur plaisait sans qu'il ait droit de réclamer de pension ou d'indemnité pour lui ni pour ses enfants. Cela une fois arrangé l'un prend une pioche, l'autre une pique, un autre une pelle ; tandis que les uns déblayaient, les autres percent le roc et le font sauter et la mine est découverte avant que les habitants de l'autre côté de la montagne aient décidé qui avait raison du sorcier ou du jeune mineur.

Quenôche.—Vous avez vu à voir ! Je comprends à présent que le bon accord et la simplicité valent mieux pour réussir à une entreprise que la multiplication des

places et que moins on a de sorciers et plus on a d'hommes de sciences pratiques plus vite on atteint le but.

Bonsens.—Aussi, croyez-moi, dans le moment actuel les plus grands bienfaiteurs du pays seraient ceux qui pourraient faire comprendre au peuple que dans tous les tems, mais surtout aux époques difficiles, l'union, la bonne entente décuplent les forces, ceux qui pourraient persuader à tous que le raisonnement, la science et le bon sens en affaires politiques et mondaines doivent valoir mieux que des appels continuels aux stupides préjugés ! Que de gens s'aimeraient, s'estimeraient s'ils se parlaient, s'ils se voyaient, s'ils se fréquentaient au lieu de demeurer à jamais séparés par les mauvaises langues, par la calomnie intéressée.

Jérémie.—Il en est donc des grandes affaires comme des petites. Il y avait par chez nous un homme que je connaissais peu ; il était venu demeurer nouvellement près du village, sa terre est voisine de la mienne. Quelqu'un m'a dit que c'était un être suspect, peut-être un mécréant, qu'il fallait y prendre garde, qu'il avait une mine qui ne disait rien de bon, et cent propos de ce genre. Je m'en méfiais comme d'un serpent. Je le guettais le jour et presque la nuit. Une fois je le vis s'approcher de mon puits qui touche à sa clôture. Qui sait, que je me dis, il y a peut-être jeté quelque drogue pour faire mourir mes animaux. Je me mis à charrier l'eau de plus d'une lieue plutôt que d'en tirer du puits. Enfin peu à peu et presque malgré moi je fis connaissance avec lui et le trouvai l'homme le plus doux et le plus obligeant du monde ; et quand je lui demandai ce qu'il avait eu à regarder dans mon puits il me dit que c'était pour voir si on ne pourrait pas le joindre au sien et y mettre une pompe qui nous servirait à tous les deux. Enfin il me donna quelquefois une corvée et quand il va à l'église il fait toujours une place dans sa voiture à quelques uns de mes enfants.

Jacqueline.—Ce que c'est que les gens qui parlent mal du prochain ! On a bien raison de dire qu'on guérit plus vite des coups de couteau que des coups de langue.

(A Continuer.)